

2 – STOP AUX PRIVATISATIONS ET RECONQUÊTE DE NOS BIENS PUBLICS !



Quand tout sera privé, on sera privé de tout.

La fin des privatisations, obstinément conduites par les majorités Germain-Babary-Bouchet-Briand, constitue l'une des priorités de notre programme. Nous en avons en effet assez que nos vies, du premier au dernier jour et en tout domaine, soient considérées comme la source du profit de quelques-uns, multinationales en tête. Le privé, dont on nous rabâche sur tous les tons et depuis des décennies la prétendue « efficacité », a fait les preuves de son injustice et de son incurie : il n'est pas démocratique dans son fonctionnement, il est coûteux pour le contribuable, inégalitaire pour le « client », dur au salarié, nuisible à la cohésion de la société. Il est donc temps, à Tours, dans la Métropole comme ailleurs, de dire stop au « tout-libéral » et de changer résolument de cap.

Nos engagements-phares

- Dresser, dès les lendemains de l'élection, **l'inventaire complet des privatisations des services publics** déjà faites, en cours de négociation ou en projet.

Ce bilan portera sur tous les secteurs d'activité touchés (éducation, santé, logement social, transports publics et stationnement, gestion des déchets, équipements sportifs, culturels et de loisirs, tourisme, informatique, communication et publicité, maisons de retraite...) et il concernera les différents dispositifs juridiques utilisés (concession ou délégation de service public, partenariat public-privé, société ou syndicat d'économie mixte, passation de marchés...).

Ce bilan sera porté à la connaissance de la population et les documents seront accessibles à tous. Ainsi **chacun pourra (enfin !) y voir clair** dans l'affairisme, les conflits d'intérêts aussi bien que dans les profits réalisés par Vinci, Kéolis, JCDecaux et tant d'autres...

- Mettre fin à ces privatisations, au cas par cas et durant les 6 ans de mandature, et **passer en gestion publique et citoyenne** de l'ensemble des services à la population.

Ce passage sera nécessairement étalé dans le temps en raison des engagements pris par la Ville ou la Métropole (dates d'expiration des conventions de délégation, possibilité ou non de les renégocier avant...) et des particularités propres à chaque service. Il sera forcément plus long de créer, sans Kéolis et en régie publique, la nouvelle organisation des transports publics métropolitains que de municipaliser, à Tours, le Centre Aquatique du Lac ou de reprendre le contrôle du stationnement aujourd'hui livré à la SAGS.

Cette gestion publique et citoyenne pourra revêtir plusieurs formes juridiques (régies publiques municipales ou métropolitaines, sociétés coopératives...). Mais elle devra toujours **obéir aux règles suivantes** : réembauche de tous les salariés des sociétés privées, participation directe des syndicats, des associations d'usagers et des habitants à la gestion, gratuité du service ou tarifs en diminution, réinvestissement total des bénéfices dans la création d'emplois, l'amélioration de la situation du personnel et de la qualité du service rendu.

Nos autres engagements

- Revoir **l'ensemble de la politique d'aides et de subventions**, directes ou indirectes, de la Ville et de la Métropole. Nous conditionnerons les aides aux entreprises en fonction de différents critères (taille, emplois non délocalisables, situation faite aux salariés, vocation écologique), supprimerons la subvention allouée à la compagnie voyou Ryanair, déjà condamnée par la justice, et établirons la transparence et l'équité dans l'attribution des subventions aux associations.

- Revoir **l'ensemble de la politique de communication et de publicité** de la Ville et de la Métropole. Stop aux publications coûteuses, aux événements « bling-bling » et à tous les gaspillages liés à la promotion personnelle des élus. Stop à la location de l'espace public pour des campagnes de promotion commerciale. Stop à l'invasion publicitaire qui fait aujourd'hui les profits de JCDecaux alors que les panneaux d'affichage libre manquent cruellement.

- Créer, à la place de la Société d'équipement de la Touraine (SET), société anonyme d'économie mixte, une **régie publique foncière** qui interviendra dans les projets urbanistiques de la Ville et de la Métropole.

- Enfin, nous nous engageons à **arrêter** tous ces grands, moyens ou petits projets urbanistiques et commerciaux qui servent les intérêts des multinationales (Bouygues, Eiffage, Citya, Hilton, Auchan, Carrefour, Leclerc, Starbuck, MacDo...) et nuisent gravement à l'immense majorité de la population : hausse du prix du m², embourgeoisement du centre-ville et relégation des pauvres et de la classe moyenne en périphérie, insécurité de l'emploi, exploitation des travailleurs français et étrangers, bétonisation, disparition des artisans et des petits commerçants, surendettement de la Ville et de la Métropole...

Vous en avez assez du « **tout-privé, tout-payant** » ?

Vous voulez participer, à Tours et dans la Métropole,
à la **reconquête du bien public** ?

Votez pour la liste « **C'est au Tour(s) du Peuple** »